

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 14/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/05/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES**

1 chemin de la Mivoie  
BP 124  
76300 Sotteville-lès-Rouen

Références : UDRD-2023-06-305-ET GM/ChH  
Code AIOT : 0005801366

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES implanté 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à une sollicitation de Multisol par la Métropole Rouen Normandie, qui souhaite aménager une piste cyclable le long de la clôture Est du site, sur une parcelle appartenant à l'exploitant, mais non comprise dans le périmètre ICPE. L'information préalable de l'exploitant relative au débit réduit de sa pomperie en Seine était également un motif de visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES
- 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005801366

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Multisol International Services (MIS), appartenant au groupe BRENNTAG, réalise des mélanges d'huiles minérales et d'additifs (tels que des améliorants de viscosité), et des opérations de conditionnement de ces produits pour le compte de ses clients. Elle assure également un stockage temporaire de ces produits sur son site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie
- aménagement d'une piste cyclable à proximité du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La Métropole (MRN) développe un projet d'aménagement cyclable le long de la Seine, entre le quartier Flaubert et Oissel, qui passe par le Chemin de halage, le long de la clôture Est du site Multisol. La MRN a contacté l'entreprise à ce sujet car, à cet endroit, le Chemin de halage est sur une parcelle appartenant à Multisol, mais en dehors du périmètre ICPE. L'exploitant a sollicité l'avis de l'inspection sur ce projet, notamment au regard des enjeux humains potentiellement exposés en cas d'incendie sur le site.

Le Chemin de halage est déjà utilisé par des piétons et cyclistes occasionnels. Le projet de la MRN porte sur l'aménagement de la chaussée, le marque au sol, et la signalisation. Or, l'étude de dangers (EDD) de décembre 2022 de Multisol comptabilise déjà des enjeux sur cette voie, conformément aux principes de la circulaire du 10 mai 2010. Le projet de la MRN n'est pas de nature à modifier l'estimation des enjeux retenus dans l'EDD, ni la gravité des phénomènes dangereux étudiés.

Néanmoins, l'inspection a suggéré que des panneaux indiquant l'entrée dans un périmètre industriel à risque soit apposés aux carrefours délimitant la piste cyclable longeant Multisol. Ces panneaux pourront s'inspirer de ceux en place sur la zone industrielle de Petit et Grand Quevilly. Par ailleurs, une convention d'occupation est en cours de rédaction entre la MRN et Multisol. Les deux parties semblent s'accorder sur la nécessité d'y prévoir une procédure de fermeture de la piste cyclable, par du personnel d'astreinte de la MRN, en cas d'accident industriel, afin d'éviter l'accumulation d'usagers sur cette voie.

Les aménagements proposés par la MRN (rayon de braquage, plots, terres-pleins, largeur de chaussée...) ne doivent pas être de nature à gêner la circulation des engins de secours qui peuvent être amenés à utiliser l'appontement de Multisol avec leurs camions.

L'inspection suggère, également d'informer le SDIS76 de ce projet d'aménagement et des caractéristiques, par exemple via une mise à jour de la fiche FIRE.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Pomperie en Seine	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 10.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a fait l'objet d'une demande sur le sujet des moyens de défense incendie relativement à la pomperie en Seine qui ne présente pas encore le débit requis selon le dimensionnement prévu par l'exploitant. A ce propos, une procédure contentieuse est en cours entre l'exploitant et son fournisseur.

Par ailleurs, l'exploitant veillera à tenir l'inspection informée des avancées du projet de piste cyclable de MRN et des éventuelles conséquences sur le fonctionnement du site.

### 2-4) Fiches de constats



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un moyen de pompage en Seine[...] suffisamment dimensionné en débit pour faire face à tout incendie sur son site.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite, l'exploitant a informé l'inspection qu'une insuffisance avait été détectée sur sa pomperie en Seine : le débit mesuré à la clarinette sur site était de 375 m <sup>3</sup> /h, alors que l'équipement est dimensionné pour délivrer 600 m <sup>3</sup> /h. Selon l'exploitant, des défauts d'installation sont à l'origine de ce phénomène, notamment des pertes de charges non-anticipées dans la tuyauterie reliant la pomperie à la clarinette. Une action en justice est en cours entre le prestataire de Multisol, et son sous-traitant. Cette action devrait conduire à une expertise judiciaire à partir de juin 2023. Dans l'attente d'une décision du tribunal, l'équipement ne sera pas modifié. Ce débit de 375 m <sup>3</sup> /h constitue une non-conformité à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2021. En effet, d'après l'étude de dangers (EDD) de décembre 2022, le scénario majorant retenu nécessite 630 m <sup>3</sup> /h d'eau pour l'extinction. Cependant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade, pour les motifs suivants : : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le site est équipé d'un poteau incendie privé, alimenté par le réseau d'eau de la Métropole, délivrant 60 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- 4 poteaux du réseau public sont recensés autour du site, dont au moins 3 à moins de 200 m (180 m<sup>3</sup>/h pour 3 poteaux) ;</li> <li>- les 630 m<sup>3</sup>/h du scénario majorant comprennent 130 m<sup>3</sup>/h dédiés à l'alimentation du rideau d'eau installé entre le bâtiment A et le parc de cuves en extérieur. L'exploitant indique que ce rideau d'eau, normalement alimenté par la pomperie en Seine, peut être dérivé vers le réseau surpressé du site (alimentant normalement les RIA),</li> <li>- le chemin d'accès à l'apportement en Seine est dimensionné pour accueillir les véhicules du SDIS 76, y compris la cellule dévidoir grande puissance, que les pompiers peuvent plonger dans la Seine (d'après les informations recueillies auprès du SDIS lors des visites des 21 janvier 2021 et 29 juin 2022), laquelle est capable de délivrer jusqu'à 360 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- le SDIS a été informé de la situation le 24 mai 2023 et n'a pas émis d'observation à ce jour.</li> </ul> <p><b>Demande n°1 :</b> les éléments présentés par l'exploitant permettent, théoriquement (375+60+180+360 =975 m<sup>3</sup>/h), de fournir le débit nécessaire à l'extinction de l'incendie majeur du site, d'après l'EDD de décembre 2022. Cependant, l'exploitant doit s'assurer qu'en cas d'alimentation du rideau d'eau par son réseau surpressé, le poteau incendie du site reste en capacité de délivrer simultanément 60 m<sup>3</sup>/h à 1 bar et que le réseau des RIA reste suffisamment alimenté. L'exploitant doit transmettre les résultats d'un test démontrant ces capacités, sous 1 mois.</p> <p><b>Demande n°2 :</b> s'agissant de mesures visant à compenser l'écart réglementaire, l'exploitant doit revenir vers l'inspection tous les 6 mois pour dresser un point d'avancement quant à la remise en conformité de la pomperie (suites de la démarche judiciaire, calendrier prévisionnel de travaux, nature des modifications à opérer, etc).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



